

Un Etat européen est une mauvaise idée

Au coût économique de l'Euro va s'ajouter celui d'une vaste superstructure politico-bureaucratique que la monnaie unique rend indispensable.

La monnaie unique qui doit en principe être mise en place en Europe le 1er janvier prochain conduit nécessairement à la création d'un Etat continental unique. Il n'y a pas en effet d'exemple, contemporain ou historique, de monnaie gérée collectivement et durablement par plusieurs Etats souverains.

La politique monétaire unique doit certes être conduite par une banque centrale indépendante des pouvoirs politiques nationaux, et dans la mesure où ses objectifs sont définis une fois pour toutes de façon rigide et non révisable elle n'appelle pas d'arbitrage entre intérêts divergents, qui supposerait du même coup une décision politique au niveau du continent. On pourrait ainsi penser que la difficulté que crée la gestion d'une monnaie unique en l'absence d'un Etat européen a été tournée.

Mais une gestion monétaire uniforme appliquée à l'ensemble du continent ne pourra, par définition, répondre simultanément aux besoins des économies nationales qui vont nécessairement diverger à un moment ou à un autre en fonction de conjonctures différenciées. Il n'y a que peu de chances que les économies nationales de la zone euro connaissent toutes en même temps l'expansion ou la récession. Aux Etats-Unis, ce problème de spécificité des conjonctures des Etats est résolu par l'appareil fédéral de transfert fiscal. Les recettes des impôts sont majorées dans les zones en expansion, tandis que les demandes de transferts sociaux croissent dans celles qui sont frappées par la récession. Le système fiscal de l'Etat continental compense ainsi la renonciation à une politique monétaire sur mesure qui pourrait adoucir les à-coups de la conjoncture. Il en va de même pour les écarts de conjoncture entre les régions dans un pays disposant d'un Etat central comme la France. Les régions prospères financent par l'impôt celles qui souffrent de ralentissement ou de désindustrialisation. Mais sans l'amortisseur des chocs asymétriques de la conjoncture que constitue un système fiscal centralisé, les tensions sociales et les dissensions politiques deviendraient trop fortes et les pressions en faveur d'une politique monétaire différenciée s'avèreraient irrésistibles.

Risque macroéconomique

C'est pourquoi la survie de l'Euro dépendra de la construction d'un "Très Grand Etat" européen doté d'un appareil fiscal spécifique, et qui viendra coiffer les Etats nationaux existants. C'est d'ailleurs l'objectif implicite de l'opération Euro que ses promoteurs ont dissimulé dans un premier temps derrière de prétendus avantages économiques. Dans les discours officiels la monnaie unique est devenue une grotesque panacée: elle est censée accélérer la croissance, réduire le chômage, accroître la compétitivité des entreprises et interdire l'inflation. En réalité

l'analyse économique la plus simple montre que la concurrence et la baisse de l'inflation n'ont pas attendu l'Euro pour se produire. Et ce dernier fera payer d'une réduction de la croissance due à la politique monétaire rigide et inadaptée qu'il imposera, une modique réduction du risque de change qui ne profitera qu'à quelques-uns. Les entreprises qui ne voient que ce dernier aspect seront les dupes de l'affaire parce qu'elles ne comprennent pas qu'elle perdront en débouchés sur des marchés européens anémiés ce qu'elles peuvent gagner du fait de la stabilité du change. Le risque macroéconomique va remplacer le risque de change.

Objectif politique

Il faut donc juger l'Euro sur son objectif ultime, la création de l'Etat unique européen. Une telle superstructure continentale peut-elle être viable ? Peut-elle contribuer à l'amélioration du niveau de vie des français, des allemands, des italiens et des espagnols ainsi qu'au maintien de la paix internationale ?

C'est très peu probable. Partout dans le monde les Etats suivent l'exemple des grandes entreprises. Ils se débarrassent de leurs activités annexes par la privatisation, ils se recentrent sur leur métier principal, ils plafonnent leurs dépenses ou même les réduisent pour accroître l'efficacité de leur gestion. Et parfois ils se scindent en plusieurs Etats plus petits pour mieux servir leurs citoyens. Aujourd'hui l'efficacité passe par la petite dimension, pour les Etats comme pour les firmes.

Le Très Grand Etat continental va ainsi à l'encontre de toutes les nécessités économiques contemporaines. Sa superstructure bureaucratique s'ajoutant à celles d'Etats nationaux déjà trop lourds conduit à l'accroissement inéluctable de la charge fiscale, à la complexité et à l'inefficacité de la gestion publique, et finalement à l'affaiblissement des économies nationales qu'il prétend contrôler. C'est que les appareils bureaucratiques se contractent rarement et ne disparaissent presque jamais. Lors de la réforme régionale on nous avait déjà affirmé que ce nouvel échelon bureaucratico-politique allait permettre d'alléger les intervention des communes d'une part et de réduire les interventions de l'Etat de l'autre. En fait la gestion régionale est venus s'ajouter aux gestions locales et nationale, le total des dépenses et des impôts croissant de plus belle. C'est ce qui ne peut manquer de se passer avec l'échelon supplémentaire de l'Etat continental.

Entreprise étatiste

Ce dernier conduit aussi à la guerre commerciale et au protectionnisme. On entend ça et là affirmer qu'avec un vaste marché intérieur et un Etat puissant l'Europe pourra adopter une attitude plus active dans les négociations internationales et faire entendre sa voix, à l'instar des Etats-Unis. Mais l'exemple n'est peut-être pas le mieux choisi. Et les critiques du libre-échange se font de plus en plus nombreuses à mesure que l'économie est frappée par les conséquences d'un change surévalué. Là encore les entreprises sont les dupes des politiques: c'est le franc fort, ou demain l'euro fort, qui dope la concurrence étrangère et crée ici le chômage et non pas en soi le libre échange, qui, à parité d'équilibre de la devise, serait parfaitement supportable comme le

montre l'exemple des petits pays prospères qui n'ont pas de grand Etat pour les défendre ni de vaste marché intérieur sur lequel se protéger.

Enfin, par une étonnante acrobatie sémantique, les promoteurs du projet d'Etat unique n'hésitent pas à le présenter comme une entreprise libérale, jouant de la confusion entre le grand marché européen et le projet de Très Grand Etat. Il est pourtant clair que l'accroissement de l'appareil politico-bureaucratique, déjà pesant en Europe, est le contraire d'un projet libéral. C'est un regain de l'étatisme sur notre continent, alors que partout ailleurs il est battu en brèche.

Le risque politique de l'Euro est alors celui d'un affaiblissement durable des nations qui se lancent, à contre temps, dans la construction de cette vaste et coûteuse cathédrale étatiste destinée à s'effondrer sous son propre poids fiscal. Le rôle des européens dans le monde en sera réduit et non pas conforté.

JJR